



TNS Sofres

La société inclusive Vague 2

Note de synthèse

Les PEP

Auteurs TNS SOFRES

Emmanuel RIVIERE

Melaine DURAND

Eddy VAUTRIN-DUMAINE

Novembre 2015

48VJ78 © TNS

Cette note a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de TNS Sofres.

Elle a été validée par :

Emmanuel RIVIERE

Directeur de département



Cette deuxième vague du baromètre de la société inclusive vient confirmer la perception d'une société française qui est jugée inégalitaire par les Français et qui reste profondément marquée par la question de l'emploi, de l'accès au soin et du logement. Mais ce n'est pas tout. Elle met également en lumière une société française clivée sur des sujets à la fois fondamentaux comme la définition des principes républicains et des contours de la laïcité mais aussi plus conjoncturels comme le rapport à l'immigration et aux migrants. A quelques semaines du 1^{er} tour des élections régionales, ces clivages sont souvent politiques et parfois générationnels lorsqu'ils ne sont pas régionaux.

Le constat réaffirmé d'une société française inégalitaire

Comme lors de la première vague du Baromètre de la société inclusive, **la perception d'une société française inégalitaire se maintient à un niveau élevé**, puisque cette dernière est partagée par plus de 3 Français sur 4 (76%). Ce constat traverse l'ensemble des futures grandes régions métropolitaines, et l'est encore davantage en Champagne Ardenne Alsace Lorraine (82%, soit 6 points de plus que la moyenne).

Dans une France marquée par le chômage de masse, **l'emploi se hisse une nouvelle fois en tête des inégalités les plus graves** (malgré un léger recul de 4 points) suivies de près par la **possibilité de se soigner correctement** et le **logement** avec respectivement 61%, 58% et 51% des personnes interrogées qui les considèrent comme graves.

Si celles-ci inquiètent les Français, c'est aussi parce qu'elles sont vécues au quotidien. De fait, les inégalités liées à l'emploi, au logement et à l'accès aux soins s'imposent comme les inégalités les plus répandues pour respectivement 63%, 58% et 50% des personnes interrogées. Soulignons que comme l'an dernier une inversion de la hiérarchie a lieu entre les inégalités les plus graves et celles les plus répandues : les inégalités liées à l'accès aux soins sont jugées plus graves mais moins répandues et celles liées à l'accès au logement sont, en comparaison, jugées moins graves mais plus répandues.

A ce sujet, la **perception des inégalités vécues au sein de la société française revêt une forte dimension territoriale**. Ainsi, les Franciliens sont plus nombreux à citer les inégalités en matière de logement (63%, soit 5 points de plus que la moyenne), tandis que les bretons (67%, soit 4 points de plus que la moyenne) et les normands (68%, soit 5 points de plus que la moyenne) évoquent davantage l'emploi. Enfin, les inégalités en matière d'accès aux soins sont particulièrement constatées dans les régions rurales que sont le Centre et la Bourgogne Franche Comté avec respectivement 57% et 56% de citations versus 50% en moyenne.

Dans ce contexte, la possibilité pour chaque individu de trouver la place qu'il mérite semble se heurter à cette société inégalitaire. Ainsi, plus de 3 Français sur 4 (76%, soit une (légère) baisse de 2 points par rapport à 2014) considèrent qu'il n'est pas possible, aujourd'hui, de trouver la place que l'on

mérite et de réaliser ce que l'on souhaite dans la vie. A cet égard, les 18-24 ans se montrent légèrement plus optimistes avec 28% (soit 7 points de plus que la moyenne des Français), d'entre eux qui considèrent qu'il est possible de trouver la place que l'on mérite dans la société française.

Face à cela, près des deux tiers des Français (60%) considèrent qu'il faut lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus versus un peu moins d'un tiers (31%) qui considère, à l'inverse, que les inégalités entre les individus doivent être acceptées si celles-ci sont fondées sur le mérite. Dans cet équilibre entre égalité et mérite, **les habitants de la région métropolitaine la plus pauvre de France, le Nord-Pas-de-Calais Picardie, sont bien plus nombreux que la moyenne de leurs compatriotes à considérer qu'il est plus important de lutter contre les inégalités entre tous les individus** (71%, soit 11 points de plus que la moyenne) tandis que les habitants des régions PACA (37%), Rhône Alpes Auvergne (35%) et Ile-de-France (35%) sont, pour leur part, plus nombreux à accepter les inégalités si celles-ci sont fondées sur le mérite.

Toutefois, cette importance donnée à l'égalité ne doit pas empêcher la prise en compte au sein de la société française des spécificités de chacun, qui est souhaitée par 61% des personnes interrogées.

Afin d'assurer l'égalité des chances, **les Français considèrent que des efforts particuliers doivent avant tout être entrepris en direction des personnes en situation de pauvreté (46%)**, puis des personnes en situation de handicap moteur (33%) et des personnes vivant dans des quartiers où l'insécurité est forte (31%). En bas de la liste figurent les étrangers en situation régulière sur le territoire (9%), les personnes issues de l'immigration (9%), les migrants (5%) et les gens du voyage (3%).

Si l'égalité rassemble, les questions relatives à la laïcité et à l'immigration clivent

Dans cette France que l'article 1^{er} de la Constitution définit comme « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale », les Français considèrent que les principes qui l'animent sont d'abord **l'égalité entre les citoyens (52%)** et la **liberté d'expression (49%)**. Suivent, la laïcité (36%), considérée comme un élément important de l'identité de la France par plus de 8 Français sur 10 (85%), la solidarité (22%), le suffrage universel (17%), la séparation des pouvoirs (16%) et enfin la liberté associative (5%).

Si l'importance de la **laïcité** dans l'identité de la France suscite un quasi consensus, **ses contours en revanche semblent flous**, comme le montre la dispersion des réponses apportées. **Pour plus d'un Français sur 4 (26%), la laïcité c'est avant tout assurer l'égalité entre tous les citoyens** français sans distinction de religion, tandis que pour **2 Français sur 10 (21%), c'est avant tout permettre la liberté de culte et de conscience y compris celle**

de croire ou de ne pas croire. Viennent ensuite la perception d'une laïcité qui aurait avant tout pour vocation d'interdire le port des signes religieux dans les lieux publics (10%), de séparer les religions et la politique (10%), de faire reculer l'influence des religions dans la sphère publique (9%), d'assurer la neutralité de l'Etat (7%), de lutter contre le communautarisme religieux (6%), d'assurer l'égalité entre les religions (6%) et enfin d'interdire le port des signes religieux dans les administrations et bâtiments publics (5%).

Dans le détail, **la manière dont les Français définissent la laïcité illustrent deux définitions qui s'affrontent et qui viennent attester d'une lecture politique de celle-ci** : l'une considérant la laïcité comme un principe « émancipateur » nécessaire à l'expression de la liberté religieuse et de l'égalité entre les citoyens, l'autre la considérant davantage comme un principe restrictif, voire punitif notamment concernant l'expression de la religion dans la sphère publique.

La première définition est davantage partagée par les Français de gauche, qui déclarent pour plus d'un tiers d'entre eux (34%) que la laïcité est avant tout un moyen d'assurer l'égalité entre tous les citoyens versus 18% chez les Français de droite et 11% chez les sympathisants Front national. Le constat est similaire bien que moins marqué concernant la perception d'un principe permettant d'assurer la liberté de culte et de conscience. Vision émancipatrice qui se retrouve en outre dans le rôle donné à l'école : près des deux tiers des sympathisants de gauche (63% versus 49% pour la moyenne des Français) considèrent en effet qu'aujourd'hui c'est l'école qui défend le mieux la laïcité.

La seconde, pour sa part, est partagée de manière plus importante à droite et surtout parmi les sympathisants Front national, qui pour 23% d'entre eux considèrent que la laïcité c'est avant tout interdire le port des signes religieux dans l'espace public, versus 16% à droite et 5% à gauche. A ce prisme punitif s'ajoute le sentiment partagé par près d'un sympathisant frontiste sur 2 (48%) que personne ne défend aujourd'hui la laïcité, versus, 35% des Français qui partagent cet avis.

Une lecture générationnelle des principes républicains et de la laïcité

Sans doute plus individualistes mais aussi plus sensibles au fait qu'on leur laisse la liberté de s'exprimer et de s'émanciper au sein de la société française, **les 18-24 se distinguent de l'ensemble des Français et de leurs aînés lorsqu'il s'agit de définir les principes républicains les plus importants et les contours de la laïcité. Ainsi, pour une majorité d'entre eux (56%), la liberté d'expression est le premier des principes républicains** alors que pour l'ensemble des Français c'est avant tout l'égalité entre les citoyens (52%). Le constat est identique lorsque les 18-24 ans définissent **la laïcité puisqu'ils sont 28% versus 21% pour l'ensemble des Français et 16% des plus de**

65 ans à considérer qu'elle est avant tout un moyen de permettre la liberté de culte et de conscience.

Le rapport à l'immigration et à la question des migrants : une lecture politique et territoriale

Alors que plus de 3 millions de migrants devraient faire route vers l'Europe d'ici 2017, moins d'un quart des Français (23%) considère que leur arrivée est une chance pour la France tandis qu'une courte majorité (56%) considère que s'ils y sont accueillis la France représente une chance pour eux. D'importantes disparités régionales apparaissent à la lecture des résultats. Ainsi, les Franciliens, dont on peut faire l'hypothèse qu'ils font davantage l'expérience de la diversité mais aussi que leur région reste, malgré la crise, économiquement attractive, sont plus nombreux à considérer que l'arrivée de migrants est une chance pour la France (29%, soit 6 points de plus que la moyenne) tandis qu'à l'inverse les habitants de la future région Bourgogne Franche-Comté ne sont que 13% à partager cet avis. Concernant l'attractivité de la France, les habitants de la future région Nord-Pas-de-Calais Picardie sont, pour leur part, moins nombreux à considérer que le France représente une chance pour eux (48%, soit 8 points de moins que la moyenne des Français) contrairement aux habitants des régions Rhône Alpes Auvergne et Ile-de-France qui sont respectivement 62% et 59% à le penser.

Si le prisme régional est important, le politique l'est encore davantage. Ainsi si à gauche, près d'un Français sur 2 (47%) considère que l'arrivée des migrants est une chance pour la France, à droite cet avis n'est partagé que par 10% des personnes interrogées et par seulement 3% des sympathisants frontistes. Concernant leur accueil, si à gauche, 62% (soit 25 points de plus que la moyenne) des Français interrogés se déclarent favorables à la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France, ils ne sont que 20% à droite et 9% au Front national.

La société inclusive encore loin de la réalité française

Quand bien même une courte majorité de Français (56%) affirme connaître les PEP, l'expression « société inclusive » reste méconnue des Français (37%) et pour plus des trois quarts d'entre eux (79%) éloignée de la société française. Ainsi la notoriété des PEP et du terme « société inclusive » n'ont pas progressé depuis l'an dernier.

Les valeurs qui la caractérisent comme l'année précédente sont d'abord **l'égalité (57%), le respect (48%), la solidarité (46%)** et dans une moindre mesure la justice (36%), l'équité (35%), la liberté (28%, en progression de 5 points), la laïcité (22%), la fraternité (18%), l'émancipation (5%). Afin qu'elle puisse se réaliser, les Français sollicitent d'abord la force publique qu'il s'agisse de l'Etat (41%), de l'école (36%) ou des collectivités locales (29%). Et ensuite,

les associations (25%), l'entreprise (11%), les partis politiques (10%), les media (7%), les organisations religieuses (4%) et les syndicats (4%).

Enfin, plus de deux ans après le vote de la loi de refondation de l'école reconnaissant le principe d'une école inclusive, une majorité de Français (47%) privilégie une scolarisation partagée entre un milieu scolaire ordinaire et une éducation spécialisée pour les élèves ayant des besoins particuliers.

Fiche technique

Enquête réalisée pour : La fédération des PEP

Dates de terrain : 1^{er} au 11 octobre 2015

Enquête réalisée **par Internet** auprès d'**un échantillon de 2612 personnes** issues d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Echantillon constitué de manière à pouvoir analyser les résultats par région : sur les 12 régions métropolitaines hors Corse, 200 interviews minimum (300 en Ile de France et 250 en Rhône Alpes Auvergne). Chaque région a ensuite été ramenée à son poids réel (résultats d'ensemble).